

PAUL H. DEMBINSKI

«LA BANQUE NATIONALE JOUE AVEC LE FEU»

FRANC FORT Pour le directeur de l'Observatoire de la finance, à Genève, notre petit pays n'a plus les moyens de gérer son énorme monnaie. Passer à l'euro serait l'un des scénarios susceptibles de réduire les problèmes.

TEXTE CHRISTIAN RAPPAZ - PHOTOS DIDIER MARTENET

Son idée, parmi d'autres, d'abandonner le franc au profit de la monnaie unique ne manquera pas de faire sursauter. Faisant fi des blocages politiques, elle a le mérite de briser un tabou. Chiffres à l'appui, Paul Dembinski démontre que notre petit pays aura de plus en plus de mal à maîtriser l'énorme ballon que représente sa monnaie. D'autant que, si l'économie mondiale glissait vers une nouvelle récession, le problème du franc fort que la Banque nationale suisse (BNS) tente de contenir en faisant de la haute voltige sans filet, selon lui, ne ferait que s'aggraver. Prophétie d'économiste parmi d'autres? Pas si sûr. Il faut concéder à ce docteur en économie né à Cracovie en 1955, Genevois d'adoption et professeur à l'Université de Fribourg, certains dons de visionnaire. Auteur de plusieurs ouvrages et de cahiers de propositions, il s'inquiétait en 2001 déjà de la financiarisation élevée au rang de dogme des économies occidentales. Chantre d'un retour de la finance au service du bien commun, le chercheur genevois ose aujourd'hui un décryptage sans complaisance des exubérances et

autres impostures qui ont conduit le monde dans une impasse de laquelle seul, à ses yeux, un réveil des consciences peut le faire sortir. Interview.

Quel regard portez-vous sur l'affaire du trader qui a fait perdre 2 milliards de dollars à l'UBS?

La sophistication financière sollicite les talents à l'extrême. Il s'agit de vaincre, pour ne pas dire tuer l'autre. Les traders, très jeunes, sont sélectionnés pour n'avoir que cette idée en tête. Est-ce dès lors surprenant qu'ils essaient parfois de se servir avant de servir leur maître, qui s'est d'ailleurs aussi copieusement servi au passage? Dans ce jeu, il est illusoire de compter sur la morale, le fair-play, le sens de la mesure ou la culture. Tout cela a volé en éclats, on découvre les dégâts jour après jour.

Comment l'UBS, après ce qu'elle a traversé et malgré les garanties de surveillance données par son patron, Oswald Grübel, a-t-elle encore pu se faire dribbler?

Cela démontre l'abîme qui existe entre les procédures internes et leur mise en œuvre effective. Parfois, les collaborateurs sont même incités à enfreindre ces dernières au

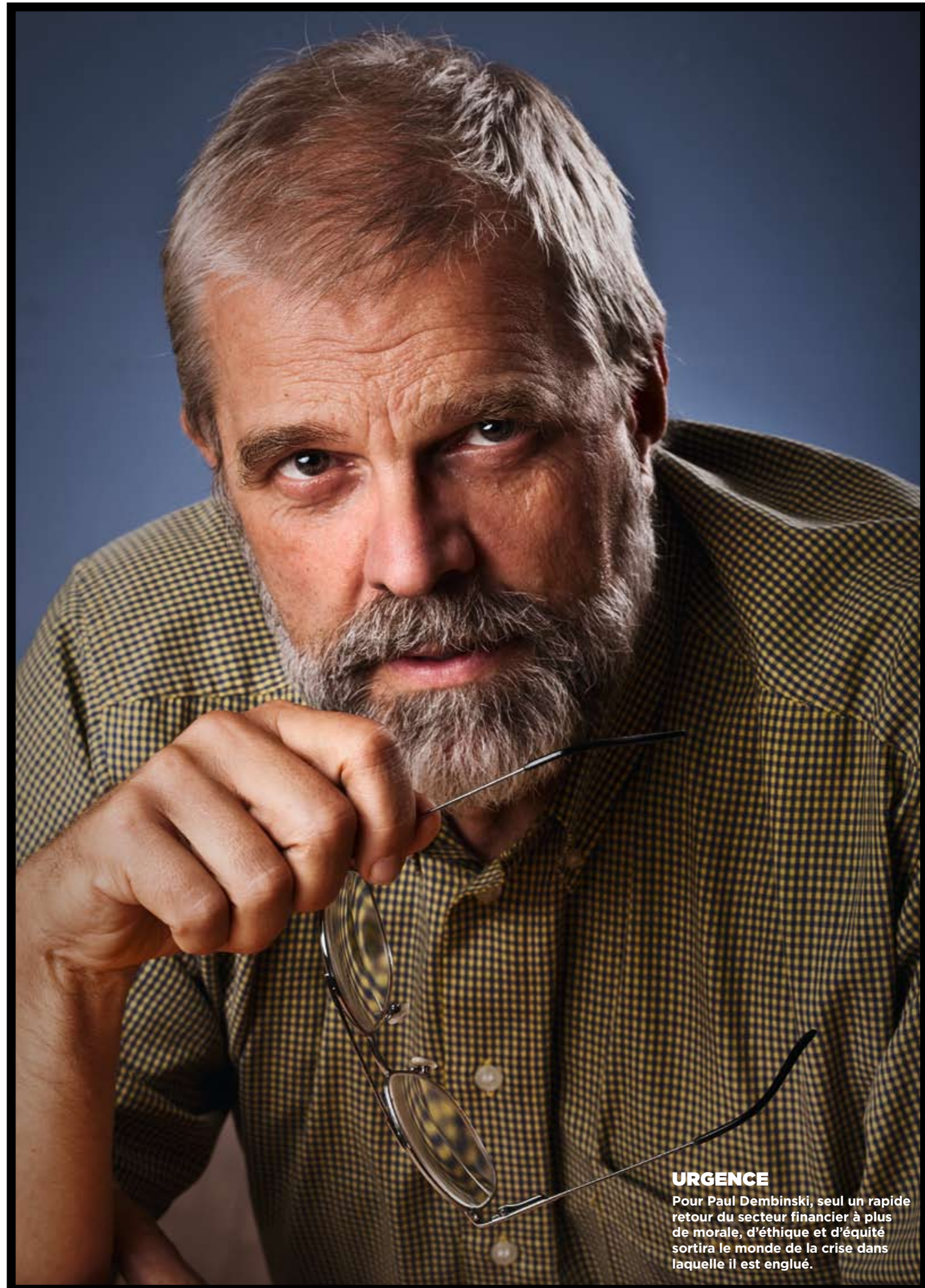
nom des objectifs. Le ventre mou des monstres de l'économie, et pas seulement de la finance, est parfois plus kafkaïen et absurde qu'on veut bien l'admettre. Les dégâts peuvent être énormes, n'oublions pas le golfe du Mexique!

N'est-ce pas en réalité une énième démonstration d'un système sans foi ni loi?

Notre société place aujourd'hui son espérance plus dans les revenus du capital que dans ceux du travail. Il s'agit là d'un dangereux glissement éthique qui peut conduire, comme on le voit dans les pays qui nous entourent, à exclure du marché du travail les nouvelles générations. Cette attitude pose des questions de morale, d'équité et de justice qu'il faut aborder avant qu'il ne soit trop tard. Toute sortie de la crise de civilisation que nous traversons, et qui est le vrai fondement des problèmes financiers et économiques, passe par là.

A l'heure actuelle, les nations et les blocs semblent plus enclins à défendre leur bout de gras qu'à dialoguer...

C'est vrai, malheureusement, et il serait temps de se souvenir que la crise de 1929 ne s'est terminée qu'en 1945. Je ne veux pas ren-



URGENCE

Pour Paul Dembinski, seul un rapide retour du secteur financier à plus de morale, d'éthique et d'équité sortira le monde de la crise dans laquelle il est englué.

L'interview gros plan

trer dans ce type de comparaison, car une telle issue ne doit plus élarger au spectre de la vie. Force est pourtant de constater, alors que la situation continue à se péjorer de manière inquiétante, qu'il n'y a toujours pas de vision et de volonté communes de s'attaquer aux problèmes. Créé pour fédérer cette force, le G20 n'a eu qu'une seule «réussite» jusqu'ici: faire exploser la dette. Preuve que le désaccord politique est profond et la paralysie totale.

Où situer la Suisse au milieu de ce grand tourbillon? Certains de vos confrères voient à travers l'attractivité et la force du franc une punition pour avoir trop bien travaillé...

C'est une ineptie. Trop bien travaillé par rapport à quoi? Chacun creuse son sillon et ce n'est pas à des professeurs d'économie de dire s'il est juste ou pas. La Suisse demeure certes un îlot au milieu d'un océan de désordre. Mais il ne faut pas se leurrer. Sa prospérité et sa stabilité ne sont pas seulement les fruits du travail de ses ancêtres. La Suisse a été nourrie par des flux positifs venus d'ailleurs, des talents, des sous et des bonnes idées qu'elle a eu le mérite d'accueillir pour en tirer le meilleur.

D'autres assurent que seule la sortie de la Grèce et du Portugal de la zone euro redonnerait du crédit à la monnaie unique et diminuerait ainsi la pression sur le franc...

Si je comprends bien, ils instrumentalisent deux pays et disent: «Nous, Suisses, on aimerait bien que vous mouriez.» De quel droit? En Suisse, on ne jette pas un canton lambda au prétexte que sa banque cantonale a fait des bêtises pendant dix ans. Ce scénario ne tient pas debout. Y compris sur le plan technique. Car, après la Grèce et le Portugal, les marchés s'attaqueraient à d'autres Etats. La confiance en l'euro serait encore ébranlée. Comme le dollar n'est pas mieux loti et que l'or est très cher, tout le monde reviendrait sur le franc. A mon avis, l'Union européenne évitera l'écla-



tement. Sacrifier la Grèce équivaudrait sans doute à sacrifier l'euro et l'Union.

Pour défendre le cours du franc à 1 fr. 20 contre 1 euro, la BNS, elle, a sorti la grosse artillerie. Bonne ou mauvaise décision?

On le saura peut-être dans dix ou quinze ans. Souvenez-vous de ses ventes massives d'or dans les années 2000. Après quelques semaines, on parlait d'une bonne affaire. Et aujourd'hui? Cela dit, je pense que la BNS outrepassa son mandat qui, rappelons-le, est de veiller à la stabilité des prix. En injectant massivement des francs suisses dans l'économie mondiale sous prétexte de protéger les exportateurs, elle engage le pays sur un front extrêmement large. Elle a doublé son bilan en quinze jours avant même sa décision de fixer le taux de change de l'euro, et l'a quadruplé en quatre ans. Surtout, ses interventions ne sont pas techniques mais politiques.

Logiquement, c'est le Conseil fédéral, pas un technicien, qui aurait dû endosser cette décision. Une déclaration de sa part, du genre «Pour le bien de la nation, nous avons décidé d'un commun accord que...» aurait rassuré les gens. Une fois de plus, le gouvernement n'a pas été à la hauteur. Comme dans l'affaire des fonds juifs ou du secret bancaire, il n'y a pas eu la moindre anticipation de sa part.

Vous n'êtes pas rassuré?

A vrai dire, le caractère dramatique de la déclaration de M. Hildebrand, président de la BNS, qui a accompagné la décision de s'arc-bouter sur l'euro à 1 fr. 20, n'est pas de nature à rassurer. Avec des phrases telles que «Nous nous exposons à de graves dangers» ou «Nous allons souffrir ensemble», j'ai plutôt l'impression d'une déclaration de guerre. Et au nom de qui parle-t-il, de quelle légitimité? De plus, techniquement,

il agit sur l'effet et non sur la cause de l'envolée du franc, conséquence du désordre économique mondial. Enfin, il évoque des interventions illimitées, mais le terme illimité n'existe pas en économie. Je pense d'ailleurs qu'en fixant le cours à 1 fr. 20, qui n'est pas vraiment sain à terme pour l'industrie d'exportation, et non pas à 1 fr. 40 ou plus, il a justement pris en compte les limites de la BNS. Aujourd'hui, on a l'impression d'avoir cautérisé l'euro à son niveau actuel, mais si celui-ci repart à la baisse, on va cautériser avec quoi? La BNS joue clairement avec le feu et pourrait bientôt se retrouver à court de fonds propres.

Comment auriez-vous procédé?

Plutôt qu'agir en franc-tireur, il fallait chercher un accord avec la Banque centrale européenne (BCE), convaincre cette dernière de collaborer à nos objectifs de politique moné-

«Une fois de plus, notre gouvernement n'a pas été à la hauteur»

taire. Ou, pourquoi pas, participer aux plans de sauvetage de certains Etats en rachetant des obligations, donc de la dette, à hauteur de 100 ou 150 milliards. Pour la petite histoire, l'exposition des banques européennes à la dette grecque est de 130 milliards d'euros. La Suisse aurait donc pu sauver la Grèce avec moins de la moitié de ce qu'elle a déjà injecté pour protéger le franc.

La solution ne serait-elle pas de passer à l'euro?

Du point de vue politique, on n'en veut pas, mais du point de vue économique, cela réglerait en effet bon nombre de problèmes. Hormis les banques d'affaires, celles qui vivent de la volatilité et de coups dont elles ont le secret, tout le monde gagnerait d'un arrimage structurel à l'euro. Un autre argument prêche dans ce sens: le volume d'échanges sur le marché du franc suisse, comparé à notre produit intérieur brut (PIB). Le rapport entre les deux est de 170 alors que celui des Etats-Unis culmine à 25. En clair, cela signifie que la Suisse a une énorme monnaie avec une petite économie, même si celle-ci est plus vive que celle de la France ou de l'Angleterre. A terme, ce n'est pas supportable, surtout en période de très fortes turbulences. Et la Suisse doit tout faire pour ne pas être trop tributaire de sa monnaie. Maintenant, ce n'est peut-être pas le meilleur moment pour se jeter dans les bras de l'euro. La décision de cette semaine de la BNS de coorganiser la liquidité mondiale

en dollars participe d'une politique sage de diversification.

Est-ce stupide de mettre en opposition les 10 millions d'économie imposés par la décision du ministre de la Santé de ne plus rembourser les lunettes avec les 250 milliards injectés en quinze jours par la BNS pour soutenir le franc, sans garantie de retour sur investissement?

Pas du tout. Les deux étant des décisions politiques, mettre les montants les uns en face des autres et exiger de nos élus qu'ils justifient leurs priorités devrait même être systématique.

Les économistes et ceux qui enseignent leur science ne devraient-ils pas tirer les leçons de ces crises à répétition, qui dynamitent leurs certitudes et rendent leurs prédictions toujours plus aléatoires?

Absolument. Il faut que nous ayons le courage de douter et de partager nos doutes avec les étudiants, que nous découvrons qu'aucune science ne remplacera la droiture et l'éthique. Si la science se perd au niveau des personnes, que dire du trou béant qui apparaîtra au niveau des institutions? C'est cela le véritable défi: l'éducation doit redevenir éthique et philosophique, pas seulement technique. Une école de l'intelligence et des qualités du cœur. ■

► Lire aussi notre dossier consacré au franc fort en page 96.

Hawai, Texas, Thurgovie, Alsace, Tessin...

... une pâte pour tarte flambée qui est source d'inspiration.



Découvrez les possibilités infinies de la fameuse pâte Leisi pour tarte flambée.

Source d'inspiration et d'idées créatives: www.leisi.ch

